



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
14 juillet 2020  
Français  
Original : anglais

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

#### Deuxième session ordinaire de 2020

8-11 septembre 2020

#### Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Descriptif de programme de pays

#### Indonésie

##### *Résumé*

Le présent descriptif de programme de pays pour l'Indonésie est soumis au Conseil d'administration pour examen et adoption selon la procédure d'approbation tacite lors de la présente session. Il inclut une proposition de budget indicatif global pour la période 2021-2025, soit un montant de 22 560 000 dollars des États-Unis à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 124 393 000 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement des contributions à des fins spéciales.

---

\* E/ICEF/2020/17.



## Considérations générales

1. Le présent programme de pays est élaboré cinq ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont découlent les priorités des plans nationaux de développement à moyen terme de l'Indonésie, y compris le plan actuel (2020-2024).
2. Le président sortant et sa coalition politique ont été réélus en 2019, prolongeant le mandat du Gouvernement visant à améliorer le capital humain et la compétitivité internationale pour soutenir la croissance économique. Cette ambition passe par un investissement continu dans la survie et le bien-être des 80 millions d'enfants du pays<sup>1</sup>.
3. L'Indonésie est un archipel vaste et diversifié dont les difficultés en matière de connectivité et d'accès ont des répercussions sur les enfants. En raison de la gouvernance décentralisée, une grande partie des ressources publiques est directement allouée aux districts, chacun disposant de structures décisionnelles autonomes tout en étant souvent faiblement dotés en capacités budgétaires et humaines nécessaires pour la planification et la fourniture de services de qualité.
4. L'économie a été forte au cours de la dernière décennie, avec un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut de 5,5 %. Bien que la part de la population totale touchée par l'extrême pauvreté ait été ramenée à moins de 10 %, et 13 % pour les enfants<sup>2</sup>, ces progrès masquent des disparités entre les différentes dimensions de la pauvreté des enfants, qui sont encore exacerbées par des facteurs comme la situation géographique, le sexe et le handicap.
5. L'Indonésie s'urbanise rapidement. Près de 151 millions de personnes (plus de 55 % de la population) vivent dans des villes. Les inégalités urbaines existent, les ménages les plus pauvres étant confrontés à de graves disparités en matière d'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et à d'autres services de base<sup>3</sup>.
6. La diminution de la part de la population dépendante de celle qui est en âge de travailler a créé les conditions d'un dividende démographique temporaire. Cette conjoncture propice ne devrait pas survivre à la décennie à venir en raison de l'augmentation de la population âgée.
7. L'Indonésie est sujette aux catastrophes, dont environ 80 % sont liées au climat. Elles peuvent avoir des effets dévastateurs, en particulier sur les enfants vulnérables. Le pays est un contributeur net aux émissions de gaz à effet de serre, et ses politiques ont des répercussions sur des millions de personnes à travers la pollution atmosphérique, l'un des cinq principaux facteurs de risque pour la santé des enfants. Malgré les engagements pris par le Gouvernement en matière de réduction des risques de catastrophe, il convient de mettre davantage l'accent sur l'adaptation aux changements climatiques, la réduction de la vulnérabilité et l'augmentation de la résilience des populations.
8. Si un système d'assurance maladie universelle progressif a permis d'inscrire plus de 220 millions de personnes en 2019, l'accès aux soins de santé de base reste difficile, en particulier dans les zones rurales, où une enquête réalisée en 2011 a révélé que plus de 6 % des sous-districts ne disposaient pas de centre de santé<sup>4</sup>, et que parmi

<sup>1</sup> Statistics Indonesia (BPS), Indonésie – Enquête démographique intercensitaire, 2015.

<sup>2</sup> BPS, Enquête socioéconomique nationale (SUSENAS), 2019.

<sup>3</sup> Banque mondiale, *Augment, Connect, Target: Realizing Indonesia's Urban Potential* (« Accroître, connecter, cibler : Réaliser le potentiel urbain de l'Indonésie »), 2019.

<sup>4</sup> *The Republic of Indonesia Health System Review, Health Systems in Transition* (« Examen du système de santé de la République d'Indonésie, Systèmes de santé en transition »), vol. 7, n° 1, pp. 70 et 109, 2017.

ceux qui en disposaient, beaucoup manquaient d'électricité, d'eau potable et d'équipements adéquats.

9. Le taux de mortalité des moins de 5 ans de l'Indonésie est passé de 58 à 32 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1997 et 2017<sup>5</sup>. Malheureusement, les taux de mortalité néonatale n'ont que modérément diminué, tandis que la mortalité maternelle reste élevée, à 305 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2015<sup>6</sup>. Les niveaux élevés de mortalité mettent en évidence les problèmes de qualité des soins, notamment l'inefficacité des systèmes d'orientation et l'incapacité des établissements de soins de santé primaires à identifier les risques élevés et à fournir des soins appropriés<sup>7</sup>.

10. L'Indonésie abrite la quatrième population la plus importante au monde de nourrissons non vaccinés. En 2017, le taux de couverture estimé du vaccin combiné contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche était de 77 %<sup>8</sup>. La couverture vaccinale de routine a augmenté au fil des ans, mais reste faible dans les zones rurales<sup>9</sup>.

11. Le fardeau que représente actuellement la malnutrition en Indonésie est triple. Le retard de croissance des enfants reste la forme la plus répandue de dénutrition, touchant plus de 7 millions d'enfants de moins de 5 ans (31 %), soit le cinquième taux le plus élevé au monde, tandis que 2 millions d'enfants de moins de 5 ans supplémentaires sont émaciés. Près d'une femme enceinte sur deux est anémique (49 %). Dans le même temps, 2 millions d'enfants sont en surpoids ou obèses<sup>10</sup>. La quantité, la qualité et la diversité sous-optimales des régimes alimentaires, associées à des taux élevés de maladies infectieuses, dus principalement à des environnements malsains et à un accès insuffisant aux services de santé, entraînent une mauvaise nutrition des mères et des enfants.

12. Les mauvaises conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont des répercussions négatives sur la santé, la nutrition et les résultats scolaires des enfants. De récentes données montrent que 20 millions de personnes (9,4 % des ménages) pratiquent encore la défécation à l'air libre<sup>11</sup>. Au niveau national, seuls 7,4 % des ménages ont accès à un assainissement géré de manière sûre<sup>12</sup>, tandis que le chiffre concernant l'accès à une eau potable gérée de manière sûre est encore plus bas<sup>13</sup>.

13. L'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci restent des défis. Malgré l'augmentation des inscriptions à l'école au cours de la dernière décennie, environ 4,2 millions d'enfants et d'adolescents âgés de 7 à 18 ans ne sont toujours pas scolarisés. Les résultats de 2018 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves montrent que 70 % des élèves de 15 ans n'avaient pas acquis les bases de

<sup>5</sup> Enquête démographique et sanitaire de l'Indonésie, 1997 et 2017.

<sup>6</sup> Indonésie, Enquête démographique intercensitaire, 2015.

<sup>7</sup> Ministère de la planification du développement national (Bappenas), *The Consolidated Report on Indonesia Health Sector Review* (« Rapport consolidé sur l'examen du secteur de la santé en Indonésie »), p. 44, 2018.

<sup>8</sup> Enquête démographique et sanitaire de l'Indonésie, 2017.

<sup>9</sup> Herliana, P. et A. Douiri, *Determinants of immunisation coverage of children aged 12–59 months in Indonesia: A cross-sectional study* (« Déterminants de la couverture vaccinale des enfants de 12 à 59 mois en Indonésie : enquête épidémiologique »), vol. 7, n° 12, BMJ Open, 2017.

<sup>10</sup> Toutes les données du paragraphe : Ministère de la santé, Étude fondamentale sur la santé (*Risikesdas*), 2018.

<sup>11</sup> BPS, Enquête socioéconomique nationale (SUSENAS).

<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> Banque mondiale, *Improving Service Levels and Impact on the Poor: A Diagnostic of Water Supply, Sanitation, Hygiene, and Poverty in Indonesia* (« Amélioration des niveaux de service et de l'impact pour les populations pauvres : État des lieux de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la pauvreté en Indonésie »), 2017.

la lecture et des mathématiques. Les barrières tant dans l'offre que dans la demande créent d'importantes disparités régionales et socioéconomiques.

14. Les enfants présentant un handicap sont très défavorisés. Seuls 36 % terminent le premier cycle de l'enseignement secondaire, contre 85 % des enfants qui n'en présentent pas<sup>14</sup>. Les droits des enfants présentant un handicap sont également lésés en ce qui concerne l'enregistrement des naissances (61,1 % contre 79,4 %), la participation aux décisions et aux questions qui touchent à leur vie et l'accès à l'information et aux services.

15. La loi de 2002 sur la protection de l'enfance, modifiée en 2014 et 2017, et le Plan national de développement à moyen terme dessinent les contours d'un programme de protection de l'enfance ambitieux. Toutefois, des lacunes législatives et politiques subsistent. Les normes sociales et discriminatoires en matière de genre et la crainte de la stigmatisation limitent le signalement des cas de violence et de maltraitance et découragent l'appel à l'aide, en particulier lorsqu'ils sont liés à des infractions sexuelles, dont sont victimes une fille sur cinq et un garçon sur trois<sup>15</sup>.

16. L'inégalité de genre et la discrimination à l'égard des filles se traduisent par un taux élevé de mariages d'enfants. En 2018, 11,2 % des femmes âgées de 20 à 24 ans avaient été mariées avant l'âge de 18 ans. De récentes modifications de la loi ont fait passer l'âge auquel les filles peuvent se marier de 16 à 19 ans ; toutefois, la dispense par les tribunaux reste autorisée et le taux de mariages non officiels reste élevé.

17. En Indonésie, le taux d'utilisation d'Internet et des médias sociaux est élevé, avec une moyenne quotidienne de plus de huit heures d'activité en ligne<sup>16</sup>, soit un potentiel énorme pour le renforcement de la collecte de données et du rôle joué par les adolescents dans les études. Cependant, la croissance de l'extrémisme religieux et de l'identité conservatrice, y compris la tendance des médias sociaux à diffuser rapidement des informations erronées, peut mettre en péril la capacité des enfants à exprimer librement leurs opinions dans des environnements non menaçants.

18. Les enseignements tirés de la coopération précédente, en particulier ceux de l'examen de la présence de l'UNICEF sur le terrain en Asie de l'Est et dans le Pacifique mené en 2019, qui encourageait le renforcement des capacités des bureaux extérieurs afin d'appuyer les gouvernements infranationaux dans la planification et la budgétisation, ainsi que le suivi, de la protection des droits de l'enfant, ont été pris en compte dans la conception du nouveau programme.

19. La réaction de l'UNICEF suite aux tremblements de terre dévastateurs de 2018 a conduit à un renforcement de la capacité d'intervention d'urgence. L'un des principaux enseignements à retenir est que la réduction des risques de catastrophe, y compris la gestion des catastrophes en mettant l'accent sur la préparation, doit être au centre des activités de coopération menées par l'UNICEF.

20. Étant donné que la pandémie mondiale sans précédent de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) menace le bien-être de tous, y compris des populations les plus vulnérables, des mesures d'atténuation et de relèvement seront intégrées dans tous les domaines du programme.

21. Sur la base de ce raisonnement, le programme accordera la priorité à six composantes sectorielles : nutrition, Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH), santé, éducation, protection de l'enfance et politique sociale. Ces priorités sont soutenues par la composante efficacité du programme intersectoriel, qui prévoit

<sup>14</sup> BPS, Enquête socioéconomique nationale (SUSENAS).

<sup>15</sup> Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance (KPPPA), Enquête nationale sur la violence contre les enfants, 2018.

<sup>16</sup> <https://datareportal.com/reports/digital-2019-indonesia>.

un appui à l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes, de la dégradation de l'environnement et l'atténuation des effets des changements climatiques et de l'urbanisation dans tous les programmes sectoriels.

## **Priorités du programme et partenariats**

22. La théorie du changement globale sur laquelle repose le programme national établit que la réalisation des droits de l'enfant est protégée et accélérée : si les solutions donnent la priorité aux plus vulnérables et aux plus laissés-pour-compte ; si la conception, le financement et la fourniture de politiques de services sociaux reproduisent et intensifient les solutions fondées sur des données factuelles ; si la coopération axée sur les résultats promeut l'intégration et renforce des systèmes et des capacités qui résistent à de multiples chocs et tensions, y compris les nouvelles menaces, et mobilisent tous les secteurs des administrations nationales et infranationales, la société civile, le secteur privé et les autres porteurs de devoirs pour créer des normes de service accrues et en satisfaire la demande ; et si les normes sociales positives et la participation des enfants et des jeunes, y compris ceux qui présentent un handicap, sont promues par des stratégies basées sur la communication.

23. L'objectif de protection et d'accélération des droits de l'enfant fixé par l'UNICEF est en phase avec la vision du Plan national de développement à moyen terme consistant à améliorer le capital humain à travers le pays et à renforcer la composante développement humain inclusif correspondante du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

24. S'appuyant sur les priorités du Plan d'action 2018-2021 de l'UNICEF pour l'égalité des sexes et sur les résultats d'un examen des programmes axé sur de l'égalité des sexes mené en 2019, les résultats intégrant l'égalité des sexes donneront la priorité à la prévention de la violence et la réponse à cette dernière et aux services équitables pour les femmes et les hommes, tandis que les résultats ciblés sur les adolescentes faciliteront une gestion accessible et digne de la santé menstruelle et de la prévention du mariage des enfants ainsi que la réponse qui y est apportée.

25. L'identification des enfants les plus exposés aux risques est une condition préalable pour ne laisser aucun enfant de côté, en particulier les groupes tels que ceux qui vivent dans des communautés éloignées, qui appartiennent à des minorités religieuses ou ethniques, qui sont placés en institution, qui sont porteurs de handicaps ou qui sont touchés par des catastrophes naturelles, par la crise climatique ou par la dégradation de l'environnement. L'UNICEF mettra davantage l'accent sur la production, la synthèse et la promotion de l'utilisation d'évaluations, d'études et de données sur les enfants pour défendre et déclencher le changement dans les politiques, la budgétisation et l'action publiques en faveur d'une plus grande équité et d'une meilleure prise en compte des droits des enfants.

26. Le présent programme de pays prévoit l'exécution de diverses stratégies de mise en œuvre. Il se concentrera sur le développement des capacités nationales à réaliser et à revendiquer les droits des enfants à grande échelle. La communication pour le développement fondée sur des données factuelles, la mobilisation sociale, le plaidoyer, le conseil politique, le renforcement des systèmes et les financements novateurs constitueront des stratégies de premier plan.

27. L'UNICEF exploitera l'innovation et la technologie numériques pour améliorer l'efficacité de la prestation de services aux enfants et aux jeunes et amplifier leur voix, en particulier celle des groupes marginalisés, afin d'éclairer la prise de décisions qui ont des répercussions sur leur vie.

28. Le rôle de premier plan de l'Indonésie dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et sa position d'acteur mondial en pleine expansion offrent des possibilités accrues de coopération Sud-Sud, tant en Indonésie que dans d'autres pays.

29. L'un des principaux objectifs du partenariat est d'approfondir l'engagement et de renforcer la capacité du secteur privé à exploiter le pouvoir et la voix des entreprises et des marchés au profit des enfants. Afin d'obtenir des ressources financières supplémentaires pour ses programmes en Indonésie et dans le monde, l'UNICEF accordera également la priorité aux partenariats avec des donateurs individuels et des entreprises partenaires.

### **Nutrition**

30. La composante nutrition du programme vise à alléger le fardeau de la malnutrition tout au long de la vie par un soutien à la nutrition maternelle, par la prévention du retard de croissance et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, par la nutrition des enfants et des adolescents et par la prévention de l'obésité. L'UNICEF appuiera l'intensification des services de nutrition et de soins essentiels et à fort impact et promouvra les pratiques recommandées en matière de survie et de croissance et de développement optimaux.

31. Le programme contribuera à améliorer l'alimentation des mères, l'apport en micronutriments et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, y compris l'allaitement naturel exclusif et continu et l'alimentation d'appoint sûre, adéquate et nutritive. Il s'agira donc de renforcer les politiques, stratégies et directives pertinentes et d'améliorer la capacité du Gouvernement à fournir des services de nutrition et de soins de qualité, mais aussi d'appuyer le Mouvement national pour accélérer la prévention des retards de croissance lancé par ce dernier et d'améliorer le système d'information sur la nutrition.

32. L'UNICEF continuera de jouer le rôle de coordinateur principal du Réseau des donateurs et des Nations Unies pour la nutrition et d'assurer la coordination du groupe de travail sur la nutrition et la sécurité alimentaire afin de renforcer l'intégration des efforts déployés par les multiples parties prenantes pour lutter contre la malnutrition maternelle et infantile.

33. Le programme cible l'émaciation des enfants en incluant la gestion intégrée de la malnutrition aiguë dans les plans, budgets, politiques et programmes du secteur de la santé existants. L'UNICEF appuiera les initiatives visant à élaborer, mettre en œuvre et contrôler une législation et des interventions fondées sur des données factuelles en faveur de la prévention de la surcharge pondérale et de l'obésité. Il s'agira notamment d'appuyer l'amélioration des systèmes alimentaires via des actions politiques liées à la commercialisation d'aliments malsains tout en renforçant l'éducation nutritionnelle multisectorielle et la communication en faveur du changement de comportement.

34. L'UNICEF appuiera les instruments politiques et stratégies de préparation aux situations d'urgence et de gestion des catastrophes incluant la nutrition dans les programmes d'urgence, y compris la mise au point d'une boîte à outils nationale sur la nutrition d'urgence. L'assistance technique apportée au Gouvernement contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes de nutrition intelligents face aux changements climatiques.

### **Eau, assainissement et hygiène**

35. La composante WASH du programme contribuera aux priorités nationales que sont l'élimination de la défécation à l'air libre, l'accès à l'eau et à l'assainissement gérés de manière sûre, les services WASH dans les situations d'urgence et les services

WASH résilients face aux changements climatiques. L'UNICEF continuera de travailler dans les zones rurales tout en mettant davantage l'accent sur l'assainissement urbain.

36. Le programme appuiera l'amélioration de l'accès à des services WASH de meilleure qualité en favorisant une plus grande participation communautaire, un renforcement des capacités institutionnelles, une plus grande résilience aux changements climatiques, un financement plus important et une plus forte participation du secteur privé. L'UNICEF se concentrera de plus en plus sur la collaboration avec des acteurs non traditionnels tels que les organisations de zakat (dont on a constaté qu'elles renforçaient les normes sociales associées aux comportements WASH critiques), tout en promouvant simultanément les innovations technologiques et financières pour mieux répondre aux besoins des enfants et des adolescents et de leurs communautés.

37. En s'attaquant à la défécation à l'air libre, le programme aidera les partenaires à renforcer leur capacité à stimuler et à soutenir le changement de comportement des populations dans le cadre du Programme national d'assainissement axé sur l'assainissement total et les pratiques d'hygiène, y compris la santé et l'hygiène menstruelles et le lavage des mains dans les communautés, les écoles et les centres de santé. Les partenaires, y compris le secteur privé, seront dotés des données et capacités nécessaires pour contrôler et mettre en œuvre des services d'approvisionnement en eau gérés de manière sûre dans les zones urbaines. L'UNICEF soutiendra l'élaboration de protocoles de suivi des services au niveau des ménages et renforcera le cursus de formation à la santé environnementale des techniciens de l'assainissement tout en veillant à ce que cette formation tienne compte des questions de genre et soit inclusive.

38. L'UNICEF aidera le Gouvernement (Ministère de la santé, Ministère des travaux publics et du logement, Ministère de la planification du développement national (Bappenas), Conseil national pour la gestion des catastrophes) et le secteur privé à améliorer l'accès à une conception et à des informations commerciales fondées sur des données factuelles et intelligentes face aux changements climatiques pour la fourniture de services WASH, ce qui contribuera à instaurer des marchés sains et durables sur le plan environnemental pour les biens et services WASH.

39. En tant que chef de file sectoriel WASH dans les situations d'urgence, l'UNICEF s'appuiera sur les enseignements tirés de l'intervention en Sulawesi-Central pour soutenir la mise en place, au niveau national, d'un groupe WASH spécifique, en charge de domaines comme la gestion et la coordination de l'information, l'évaluation des risques, l'intégration des questions de genre, la planification des interventions d'urgence et l'innovation pour les contextes urbains.

## **Santé**

40. Le volet santé du programme soutiendra l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents en assurant la mise en place d'interventions de haute qualité, axées sur l'équité et le renforcement de systèmes de santé résilients face aux changements climatiques. L'UNICEF concentrera son appui au Gouvernement sur la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile, sur le renforcement de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles et sur l'amélioration de la qualité des soins, tout en complétant les travaux des autres partenaires des Nations Unies pour réduire la mortalité maternelle. Reconnaissant la nécessité croissante de s'emparer des questions du bien-être des adolescents et des nouvelles menaces pesant sur la santé des enfants, comme la pollution de l'air, le programme mettra l'accent sur ces points.



41. Le programme s'appuiera sur les enseignements tirés de la programmation à grande échelle pour fournir un plaidoyer politique et législatif en faveur d'une exploitation de l'appropriation par le pays afin de réduire la mortalité néonatale et d'améliorer la santé des nouveau-nés, y compris l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH. Il visera à remédier aux principaux goulets d'étranglement liés à la gouvernance, aux normes sociales et normes de genre et aux questions de qualité.

42. L'UNICEF poursuivra son action de sensibilisation visant à accroître les investissements gouvernementaux dans la prévention, le contrôle et l'élimination des maladies à prévention vaccinale et des maladies transmissibles. Les capacités systémiques seront renforcées pour lutter contre les maladies, notamment la rougeole, la tuberculose infantile et le paludisme, ainsi que pour gérer les épidémies. Des campagnes de communication publique visant à atteindre les enfants sous-immunisés et non immunisés et à renforcer les systèmes de changement social et de changement de comportement accompagneront le plaidoyer budgétaire de haut niveau. L'UNICEF s'engagera auprès des principales organisations non gouvernementales, organisations religieuses et organisations de la société civile pour communiquer sur les questions sensibles liées à la vaccination.

43. L'UNICEF continuera d'apporter son soutien technique aux analyses gouvernementales du système de santé, en particulier des soins de santé primaires, afin d'éclairer les stratégies, les réformes et les feuilles de route. Il s'agira de dresser un tableau plus complet du système de santé, améliorant la compréhension, l'engagement et l'exploitation du rôle du secteur privé dans la prestation des services de santé et renforçant la résilience aux changements climatiques.

44. Un soutien supplémentaire sera apporté au programme de couverture sanitaire universelle du Gouvernement, afin de produire des données et éléments factuels centrés sur l'enfant, comme des examens des politiques ou programmes de financement pertinents, pour garantir que les mères, les nouveau-nés, les enfants et les adolescents soient couverts par des interventions en santé de haute qualité, comprenant une dimension promotionnelle et des soins préventifs et curatifs.

45. Pour faire le lien entre l'aide humanitaire et le développement, l'UNICEF aidera le Ministère de la santé à renforcer la capacité d'intervention en cas d'urgence pour les risques multiples, notamment les situations d'urgence sanitaire publique et celles provoquées par des menaces environnementales et climatiques. Il s'agira de fournir un appui technique pour mettre à jour les directives pertinentes sur les nouveau-nés et les enfants dans les situations d'urgence, en tenant compte du handicap et du genre.

## **Éducation**

46. La composante éducation du programme contribuera au renforcement des systèmes nationaux et infranationaux afin de développer l'éducation préscolaire de qualité, d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage des savoirs de base en lecture, en écriture et en calcul et des compétences du XXI<sup>e</sup> siècle, et de fournir des services et perspectives d'éducation de qualité pour les plus vulnérables, notamment par l'inclusion des enfants non scolarisés et des enfants présentant un handicap.

47. L'UNICEF se positionnera en partenaire clé pour faciliter le déploiement de modèles d'apprentissage précoce efficaces qui améliorent l'accès à l'éducation de la petite enfance et la qualité de celle-ci, dans le but de favoriser le développement holistique des jeunes enfants.

48. L'UNICEF mènera une action stratégique d'appui et de communication visant à institutionnaliser et intensifier les programmes qui ont fait leurs preuves et qui améliorent les résultats de l'apprentissage et le bien-être des enfants dans l'enseignement primaire. Au niveau national, l'UNICEF plaidera pour l'intégration



des composantes programmatiques d’alphabétisation des jeunes enfants dans les fonctions des institutions respectives. L’Organisation s’efforcera également de renforcer les systèmes d’assurance-qualité et d’orienter les capacités d’évaluation vers l’amélioration des résultats de l’apprentissage.

49. L’UNICEF utilisera les enseignements tirés de la mise en œuvre sur le terrain et les données factuelles qui en sont issues pour : catalyser l’intégration à grande échelle des compétences du XXI<sup>e</sup> siècle, telles que la pensée critique et l’aptitude à se servir des outils numériques, dans le système éducatif ; soutenir le renforcement du système en apportant un appui technique à l’élaboration d’une stratégie nationale de développement des compétences, notamment en facilitant l’obtention d’un consensus national sur un cadre pour les compétences du XXI<sup>e</sup> siècle, en particulier pour les plus vulnérables ; et faire participer les jeunes à la prise de décision et à l’élaboration de solutions novatrices susceptibles d’être transposées à grande échelle.

50. Le programme veillera à ce que les gouvernements nationaux et infranationaux et leurs partenaires disposent de capacités et de mécanismes améliorés pour mettre en œuvre efficacement la Stratégie nationale sur les enfants non scolarisés, qui détaille les programmes visant à maintenir les élèves à l’école tout en offrant des possibilités d’apprentissage alternatives de qualité à ceux qui ne sont plus scolarisés.

51. L’UNICEF fournira une orientation stratégique aux gouvernements locaux pour planifier et mettre en œuvre des programmes efficaces et porteurs de transformations en matière de genre afin d’éliminer les barrières et les goulots d’étranglement auxquels sont confrontés les groupes les plus défavorisés, ainsi qu’un appui technique visant à lutter contre le harcèlement à l’école et promouvoir une discipline positive et une éducation inclusive, en particulier pour les enfants présentant un handicap.

52. L’UNICEF appuiera le renforcement des systèmes et des capacités pour intensifier l’approche globale et intelligente face aux changements climatiques de la sécurité à l’école. Elle fournira également un appui technique au Secrétariat national pour la sécurité à l’école du Ministère de l’éducation et de la culture afin de rendre opérationnel le nouveau règlement ministériel sur l’éducation dans les situations d’urgence.

### **Protection de l’enfance**

53. La composante protection de l’enfance du programme appuiera une approche de renforcement du système pour traiter les questions critiques de prévention et de réponse, en se concentrant sur les taux élevés de violence contre les enfants et de mariage d’enfants tout en améliorant l’accès à l’identité juridique. L’UNICEF soutiendra la protection contre la violence, l’exploitation, la violation des droits environnementaux, la négligence et les pratiques néfastes via des systèmes de protection de l’enfance fonctionnels et de qualité et des normes sociales positives.

54. Le programme permettra d’aider les partenaires à analyser les sources de données existantes afin de combler les lacunes en matière de données factuelles sur les enfants touchés par les migrations, le climat et la dégradation de l’environnement. Les enfants et les adolescents participeront à la production de données factuelles et au plaidoyer pour veiller à ce que leurs voix, leurs opinions et leurs idées parviennent aux décideurs politiques et éclairent les décisions.

55. Un appui technique sera fourni pour produire et partager des informations sur les bonnes pratiques en matière de réformes législatives, politiques et réglementaires et pour veiller à ce que les politiques de protection de l’enfance et les mécanismes de communication de l’information adaptés aux enfants soient institutionnalisés dans les principaux ministères de tutelle et dans toutes les entités gouvernementales et non gouvernementales qui sont fréquemment en contact avec des enfants. Les entités

gouvernementales nationales et infranationales, les organisations de la société civile, les enfants et les adolescents seront soutenus pour renforcer la responsabilité des porteurs de devoirs en matière de budgétisation et de dépenses liées aux systèmes de protection de l'enfance.

56. La protection en ligne sera renforcée par un appui technique au Gouvernement et des partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile. Des outils novateurs et des partenariats avec le secteur privé faciliteront la promotion de la sécurité et la formation professionnelle.

57. L'UNICEF aidera les parents et les communautés à faire reculer la violence contre les enfants et à abandonner les normes sociales néfastes. Cet objectif sera atteint grâce à des partenariats avec les instances éducatives, les organisations religieuses, les associations locales, les médias, les enfants et les adolescents, afin de promouvoir une parentalité positive, une discipline positive et des normes équitables en matière de genre.

58. La réglementation et le renforcement des capacités des acteurs de la protection sociale contribueront à l'application de la loi sur les travailleurs sociaux. La formation avant l'emploi et en cours d'emploi sera encouragée via le perfectionnement, la mise en œuvre de technologies de prise en charge de cas novatrices et le renforcement et la promotion des services secondaires et tertiaires intégrés, de la supervision, du suivi et du mentorat. L'UNICEF appuiera la désinstitutionnalisation des enfants, y compris les enfants présentant un handicap, et la prévention de la séparation des familles en élaborant et en appliquant des réglementations, en renforçant les capacités des institutions et des prestataires de services de protection de remplacement et en fournissant des données pour la planification et le suivi.

59. L'UNICEF renforcera les mécanismes de coordination et les fonctions du Groupe de travail sur la protection de l'enfance, qu'il codirige, et encouragera le Ministère des affaires sociales, le Ministère de l'intérieur et le Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance à intégrer la protection de l'enfance dans les situations d'urgence.

### **Politique sociale**

60. La composante politique sociale du programme aidera le Gouvernement à réduire la pauvreté multidimensionnelle touchant les enfants en général. Elle mettra davantage l'accent sur le financement et la planification en faveur des enfants, sur un système de protection sociale universel, adaptable et tenant compte des questions de genre et sur la capacité institutionnelle à contrôler et à analyser les risques sociaux et autres pour les enfants. L'UNICEF veillera à ce que les enfants et les adolescents, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, bénéficient d'une planification fondée sur des données factuelles et de dépenses publiques accrues et de qualité, de données fiables et d'un système de protection sociale universel élargi qui tienne compte du climat, des risques environnementaux et des catastrophes.

61. L'UNICEF renforcera ses partenariats avec le gouvernement national, notamment avec le Bappenas, le Bureau national des statistiques, le Ministère des finances, le Ministère de l'intérieur, le Ministère des villages, le Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance, ainsi qu'avec les gouvernements infranationaux, afin d'améliorer la qualité et la disponibilité des données pour la planification et la budgétisation, y compris la production de données en temps réel et d'informations géospatiales à partager entre les différentes plateformes.

62. L'UNICEF renforcera les capacités de suivi de la situation des enfants des autorités nationales et infranationales, notamment le suivi des risques sociaux,

climatiques, environnementaux et économiques spécifiques auxquels les enfants et les familles sont confrontés, en se concentrant sur les plus pauvres, sur les enfants présentant un handicap et sur la féminisation de la pauvreté.

63. L'UNICEF utilisera les enseignements tirés de la mise en œuvre sur le terrain et les données factuelles qui en sont issues pour influencer le Gouvernement et aider les enfants et les adolescents à exprimer leur droit à participer aux décisions qui les concernent. Il s'agira notamment de renforcer les capacités des partenaires infranationaux à travailler avec les adolescents de manière participative et inclusive dans des processus comme le *musrenbang*, un mécanisme de planification du développement infranational et national.

64. La composante efficacité du programme prévoit un appui intersectoriel en matière de coordination du programme, de communication, de plaidoyer, de partenariats, de planification, de suivi, d'évaluation et de gestion du savoir, ainsi que de réduction des risques de catastrophe, de préparation aux situations d'urgence et de gestion de ces dernières. En outre, les priorités multisectorielles que sont l'adolescence, le genre, l'environnement et le climat seront soutenues par des capacités, des stratégies et des résultats spécifiques.

### Tableau récapitulatif du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)			
Composante du programme	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total
Nutrition	2 159	11 741	13 900
Eau, assainissement et hygiène	2 159	11 341	13 500
Santé	2 159	24 734	26 893
Éducation	2 159	23 341	25 500
Protection de l'enfance	2 159	13 841	16 000
Politique sociale	2 159	17 841	20 000
Efficacité du programme	9 606	21 554	31 160
<b>Total</b>	<b>22 560</b>	<b>124 393</b>	<b>146 953</b>

### Administration du programme et gestion des risques

65. Le programme de pays est dirigé par un comité directeur présidé par le Bappenas et présente donc un niveau élevé d'appropriation nationale. Un forum régulier doit fixer les grandes orientations de la coopération entre le Gouvernement et les Nations Unies, comme établi dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

66. La réforme en cours du système des Nations Unies pour le développement multiplie les possibilités de veiller à mettre en permanence l'accent sur les résultats pour les enfants. Les synergies entre organismes, grâce à la mobilisation des ressources et la programmation conjointes, au principe de complémentarité et à la cohérence des démarches, seront toutes renforcées à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.

67. L'UNICEF restera présent via son bureau de pays à Jakarta et sept sites répartis sur le territoire, ce qui contribuera à atteindre les résultats prévus au niveau infranational en influençant la planification locale et l'allocation des ressources de manière à intensifier les interventions ayant démontré leur efficacité. Conformément aux recommandations de l'évaluation, la présence sur le terrain sera plus systématiquement liée à la production de données factuelles, au plaidoyer et aux conseils pratiques.

68. Les principaux risques du programme sont liés aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques, ainsi qu'à l'assurance de la mise en œuvre des partenariats. Pour atténuer les risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques, l'UNICEF analysera et synthétisera régulièrement les ensembles de données administratives nationales, les dispositifs d'alerte rapide, les sondages en ligne et les mégadonnées. En ce qui concerne la gestion des partenariats fondée sur les risques, les transferts de fonds et la mise en œuvre des activités seront contrôlés selon les principes de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds (HACT).

69. Le statut de pays à revenu intermédiaire de l'Indonésie fait courir le risque d'une réduction de l'aide internationale au développement. Compte tenu des immenses défis qui restent à relever en matière de développement, l'UNICEF renforcera son portefeuille de partenariats et plaidera pour que divers partenariats mondiaux, donateurs bilatéraux et mécanismes de financement novateurs accordent la priorité au pays, en complément des contributions nationales publiques et privées en faveur des enfants qui augmentent progressivement.

70. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu des contributions de l'UNICEF aux résultats nationaux et constitue le principal outil permettant de rendre compte au Conseil d'administration de la conformité des résultats au regard des ressources allouées au programme au plan national. La responsabilité des dirigeants aux niveaux du pays, de la région et du siège vis-à-vis des programmes de pays est inscrite dans le programme de l'organisation, et les politiques et procédures opérationnelles.

## **Contrôle de l'exécution et évaluation du programme**

71. Le suivi des indicateurs de résultats du programme de pays sera assuré par les systèmes nationaux, notamment la SUSENAS, la RISKESDAS<sup>17</sup> périodique et le recensement de la population. L'appui de l'UNICEF à ces systèmes de données se concentre sur les indicateurs des objectifs de développement durable et sur l'intégration des principes et meilleures pratiques internationaux, comme ceux du programme mondial d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples. Dans le même temps, les systèmes de données administratives sectorielles seront renforcés car ils conservent un intérêt essentiel pour le suivi systématique et le contrôle effectué au niveau des établissements.

72. La collaboration avec les partenaires de mise en œuvre dans le cadre interorganismes de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds (HACT) est signalée par les partenaires dans le système eTools et contribue à la notification globale des produits. Cette démarche est complétée par des activités régulières de certification programmatique menées par le personnel. Le cadre de contrôle des

<sup>17</sup> La SUSENAS est l'enquête socioéconomique nationale menée chaque année par Statistics Indonesia (BPS) auprès des ménages. La RISKESDAS est l'étude fondamentale nationale sur la santé menée tous les cinq ans par le Ministère de la santé.

performances humanitaires liées à l'action humanitaire en faveur des enfants est utilisé lors des interventions d'urgence d'ordre humanitaire.

73. Les bilans semestriels et annuels du programme sont réalisés en collaboration avec le Bappenas. Les évaluations des résultats, les progrès des indicateurs et les enseignements à retenir sont documentés dans les systèmes de notification publics de l'UNICEF. Dans la mesure du possible, les rapports sur les indicateurs seront ventilés par âge, sexe, zone urbaine ou rurale, quintile de richesse et type d'établissement.

74. Le programme de coopération fera l'objet d'une évaluation du programme de pays en 2023. Des évaluations thématiques, pour certaines dirigées par le pays, seront menées pour chacune des six composantes principales du programme afin d'éclairer les priorités, l'apprentissage et l'application du principe de responsabilité au niveau national. L'évaluation sera utilisée pour positionner l'UNICEF en tant que partenaire stratégique du Gouvernement dans les démarches sectorielles dépassant le cadre du programme de pays.

## Annexe

## Cadre de résultats et d'allocation des ressources

## Programme de coopération entre l'Indonésie et l'UNICEF, 2021-2025

<b>Convention relative aux droits de l'enfant</b> : Articles 6-7, 12, 19, 23-24, 26-30, 34, 37, 39-40, 42.							
<b>Priorités nationales</b> : Plan national de développement à moyen terme 2020-2024 ; objectifs de développement durable 1-6, 10, 13, 16-17							
<b>Réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir l'UNICEF</b> : Développement humain inclusif, transformation économique, résilience face au climat et aux catastrophes, innovation pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable							
<b>Indicateurs de résultats permettant de mesurer les changements qui reflètent la contribution de l'UNICEF</b> : Couverture des services de base essentiels [soins de santé universels, objectifs de développement durable liés à la santé et Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH)] et de la protection sociale, prévalence de la malnutrition (retard de croissance, émaciation, malnutrition) ; taux brut de scolarisation du primaire au secondaire ; proportion d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée.							
<b>Réalisations correspondantes du plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021</b> : Toutes							
Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
1. Les femmes et les enfants ont un accès plus équitable à des services de nutrition fondés sur des données factuelles et adoptent des pratiques de soins appropriées tout au long de leur vie, de la grossesse à l'adolescence.	1. Proportion d'enfants de moins de 5 ans qui sont émaciés  R : 10,2 % (2018) C : 7 % (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme	Étude fondamentale sur la santé, Ministère de la santé (RISKESDAS)	1. Le Gouvernement et ses partenaires aux niveaux national et infranational ont amélioré les capacités de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des programmes multisectoriels de prévention du retard de croissance et de la malnutrition dans la petite enfance.	Ministère de la santé, Ministère de la planification du développement national (Bappenas), Équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté, universités	2 159	11 741	13 900
	2. Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui sont émaciés  R : 30,8 % (2018) C : 14 % (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme	RISKESDAS	2. Le Gouvernement et ses partenaires aux niveaux national et infranational ont amélioré les capacités de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des programmes liés au traitement de l'émaciation des enfants.				

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
2. Les enfants et leurs familles, en particulier les plus vulnérables, utilisent de plus en plus des services WASH gérés de manière sûre et durable, adoptent les pratiques d'hygiène essentielles et vivent dans des environnements WASH résilients.	1. Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre R : 7,4 % (2018) C : 15 % (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme (ménages)	Enquête socioéconomique nationale (SUSENAS)	1. Les gouvernements nationaux et infranationaux et leurs partenaires, y compris le secteur privé, dotés de données et respectant les bonnes pratiques, ont renforcé les capacités et l'engagement politique nécessaires pour coordonner, planifier, financer, contrôler et mettre en œuvre des installations sanitaires gérées de manière sûre et résilientes aux changements climatiques dans les zones urbaines et périurbaines. 2. Les gouvernements nationaux et infranationaux et leurs partenaires ont renforcé leur capacité à stimuler et à soutenir le changement de comportement des populations dans le cadre de l'initiative d'assainissement total dirigée par la collectivité (ATPC), axée sur l'assainissement total et les pratiques d'hygiène dans les communautés, les écoles et les centres de santé.	Bappenas, Statistics Indonesia (BPS), Ministère des travaux publics et du logement, Ministère de la santé	2 159	11 341	13 500
	2. Pourcentage de la population pratiquant la défécation à l'air libre R : 9,4 % (2018) C : 0 % (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme (ménages)	SUSENAS					
3. Dans le contexte décentralisé, les nouveau-nés, les enfants et les adolescents vivent dans un environnement sain et ont accès à des soins de santé primaires équitables et de qualité, en	1. Taux de mortalité infantile R : 24 pour 1 000 naissances vivantes (2017) C : 16 pour 1 000 naissances vivantes (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme	Enquêtes, rapports gouvernementaux	1. Le Gouvernement et ses partenaires aux niveaux national et infranational ont renforcé les capacités de planification, de mise en œuvre, de suivi et de fourniture de services	Ministère de la santé, Ministère de l'intérieur, Bappenas, organisations de la société civile, partenaires des Nations Unies, universités, gouvernement infranational	2 159	24 734	26 893



Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
particulier dans la plupart des régions marginalisées et mal desservies.	2. Pourcentage d'enfants âgés de 12 à 23 mois complètement vaccinés R : 57,9 % (2018) C : 90 % (2024)	RISKESDAS/ SUSENAS/ Enquête démographique et sanitaire de l'Indonésie	essentiels équitables et de qualité aux nouveau-nés. 2. Le Gouvernement et ses partenaires aux niveaux national et infranational ont renforcé les capacités de prévention, de contrôle et d'élimination des principales maladies infantiles, en particulier celles résultant de maladies transmissibles, de maladie à prévention vaccinale et de maladies dues à des facteurs climatiques et environnementaux.				
4. Tout au long de leur vie, une proportion accrue d'enfants, en particulier les plus défavorisés, ont accès à un apprentissage dans des environnements de qualité, résilients, sûrs et inclusifs.	1. Taux d'achèvement des études : 1) Cycle primaire 2) Premier cycle du secondaire 3) Deuxième cycle du secondaire R : 1) 92 % ; 2) 82 % ; 3) 62 % (2018) C : 1) 95 % ; 2) 90 % ; 3) 76 % (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme	SUSENAS	1. Les gouvernements nationaux et infranationaux et leurs partenaires ont amélioré les capacités et les mécanismes de mise en œuvre des stratégies et des programmes efficaces qui offrent des perspectives d'apprentissage de qualité aux enfants non scolarisés et empêchent les élèves d'abandonner l'école. 2. Les gouvernements nationaux et infranationaux et leurs partenaires ont renforcé les capacités et les mécanismes visant à améliorer les compétences de base des enfants en matière de lecture, d'écriture et de calcul dans des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs.	Bappenas, Ministère de l'intérieur, Ministère de l'éducation et de la culture, Ministère des villages, Ministère des affaires religieuses, organisations de la société civile, secteur privé, BPS, universités, partenaires des Nations Unies, gouvernement infranational	2 159	23 341	25 500
	2. Scores au Programme international pour le suivi des acquis des élèves 1) Lecture 2) Mathématiques R : 1) 371 ; 2) 379 (2018) C : 1) 396 ; 2) 388 (2024), objectif du Plan national de	Programme international pour le suivi des acquis des élèves					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
	développement à moyen terme						
5. Les enfants sont progressivement autonomisés et protégés contre la violence, l'exploitation, la négligence et les pratiques néfastes via des systèmes de protection de l'enfance fonctionnels, de qualité, et des normes sociales positives aux niveaux national et infranational, y compris dans les contextes humanitaires.	1. Proportion de filles et de garçons ayant subi des violences et ayant accès à des services sanitaires, sociaux ou judiciaires/d'application de la loi R : 10 % (2018) C : 20 % (2025)	Étude sur la violence contre les enfants	1. Les gouvernements nationaux et infranationaux et les parties prenantes ont amélioré les connaissances, les capacités, les données et l'obligation claire de rendre des comptes nécessaires pour promulguer et mettre en œuvre des lois, des politiques et des budgets sur la protection de l'enfance tenant compte des questions de genre, inclusifs et fondés sur des données factuelles.	Bappenas, Ministère de l'éducation et de la culture, Ministère des affaires sociales, Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance, Ministère de l'intérieur, organisations de la société civile, secteur privé, sous-groupe de la protection de l'enfance	2 159	13 841	16 000
	2. Proportion d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée à l'état civil R : 72 % (2019) C : 100 % dans cinq provinces cibles sélectionnées (2025), objectif du Plan national de développement à moyen terme	SUSENAS, base de données du Système d'information sur l'administration de la population (SIAP)	2. Les enfants, y compris ceux qui présentent un handicap, jouissent de capacités renforcées, notamment en matière d'aptitude à se servir des outils numériques et de sécurité, et bénéficient d'occasions de produire des informations, d'y accéder et de les utiliser pour améliorer la protection contre la violence, l'exploitation et le mariage des enfants.				
6. Les enfants et les adolescents bénéficient d'une planification et d'une dépense publique fondées sur des données factuelles, de données fiables et d'un système de protection sociale	1. Pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté, selon : a) le seuil de pauvreté monétaire national ; et b) le seuil de pauvreté multidimensionnelle national R : a) 11,8 % (2019) b) 65 % (2017)	SUSENAS	1. Le Gouvernement a amélioré sa capacité à formuler et à mettre en œuvre des plans efficaces axés sur les enfants, assortis d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante et prévoyant une participation	Ministère des affaires sociales, Bappenas, Conseil national pour la gestion des catastrophes, Ministère des finances, Administration de la sécurité sociale, associations professionnelles, Ministère de coordination du	2 159	17 841	20 000

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (R) et niveaux cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
universel élargi qui tient compte des risques environnementaux et des catastrophes.	C : a) 9 % (2024), objectif du Plan national de développement à moyen terme b) ND		significative des enfants et des adolescents aux processus de prise de décision ayant des répercussions sur leurs droits, y compris les droits environnementaux, et sur leur bien-être.	développement humain, gouvernements infranationaux			
	2. Part du produit intérieur brut (PIB) dans les dépenses publiques de protection sociale, de santé et d'éducation R : 6 % du PIB (2019) C : 8 % du PIB (2025), avec une identification claire des ressources budgétaires allouées aux enfants.	Budget national / régional / infranational	2. Le Gouvernement a amélioré sa capacité à mettre en œuvre des programmes efficaces axés sur les enfants, réactifs aux chocs et tenant compte des questions de genre, afin de protéger tous les enfants contre les risques sociaux, climatiques et environnementaux.				
7. Les programmes sont efficacement conçus, coordonnés, gérés et soutenus afin que les résultats obtenus en faveur des enfants soient à la hauteur des normes programmatiques de qualité dans les contextes humanitaires et de développement.	1. Pourcentage d'indicateurs prioritaires relatifs à la gestion et au programme remplissant les objectifs fixés dans le tableau de bord vert, par an R : 75 % (2019) C : 100 % (2025)	InSight	1. Le personnel de l'UNICEF et ses partenaires bénéficient de conseils, d'outils et de ressources pour concevoir et gérer efficacement les programmes.  2. Le personnel de l'UNICEF et ses partenaires bénéficient d'outils, de conseils et de ressources pour une communication efficace avec les parties prenantes sur les questions liées aux droits de l'enfant.	Bappenas, Ministère de l'intérieur, Conseil national pour la gestion des catastrophes, organisations de la société civile	9 606	21 554	31 160
	2. Pourcentage de fonds issus d'autres ressources alloués par rapport au montant prévu R : 0 % (2020) C : 90 % (2025)	InSight					
Ressources totales					22 560	24 393	46 953